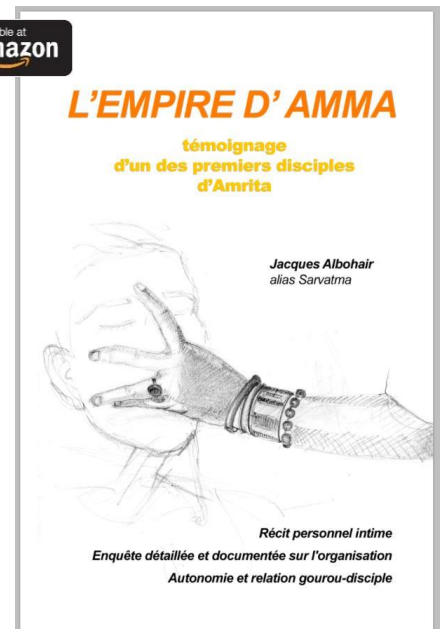


Résumé du rapport sur la déclaration des fonds étrangers (FCRA) entre 2006 et 2019

Extrait du livre "L'Empire d'Amma", ch. IV.1

© 2021 Jacques Albohair



Mon rapport complet des déclarations de fonds étrangers (FCRA¹) entre 2006 et 2019 est mis à disposition des lecteurs dans notre dossier d'archives avec les textes de lois correspondants². Il comprend :

- la déclaration des fonds reçus avec leur origine, leur attribution ainsi que leur utilisation
- l'analyse des chiffres, les pourcentages et graphiques
- la comparaison entre l'allocation des fonds reçus et l'attribution des fonds utilisés
- la synthèse de ces treize années
- les intérêts bancaires et l'estimation du capital nécessaire pour les générer
- l'analyse des fonds collectés pour des œuvres de secours d'urgence et leur pourcentage par rapport au total
- les écarts entre le détail des fonds reçus et le résumé
- le récapitulatif des fonds collectés par les quelques 65 organisations donatrices affiliées de par le monde et leur attribution³
- les fluctuations des dons individuels d'année en année et enfin,
- l'analyse des dons individuels et leur attribution.

a. Points saillants du rapport sur les déclarations des fonds étrangers

- 1) La première observation, c'est que ces déclarations ne sont pas remplies de manière consciencieuse et professionnelle ;
- 2) les fonds sont soi-disant reçus pour une utilisation et souvent attribués à une autre ;
- 3) les soldes de fin d'année ne sont pas reportés correctement en début d'année suivante et leur report peut varier de plusieurs dizaines de millions de dollars chaque année ;
- 4) ensuite les additions et soustractions souvent ne correspondent à rien, ce qui peut mener à des soldes de fin d'année fantaisistes (en 2014, la disparité était par exemple de 53 millions de dollars...).
- 5) On a l'impression qu'elles sont remplies par des amateurs n'ayant pas la moindre idée de la comptabilité et qu'elles ne sont pas auditées. Mais bon, c'est difficile à croire après plus de 33 ans de tournées mondiales. En outre, la loi stipule pourtant l'intervention d'un comptable

¹ Foreign Contribution Regulation Act <http://www.fcra.co.in/introduction-fcra.html>

² Rapport complet de 20 pages. Les (soixante) feuilles de calcul et documents annexes sont également mises à la disposition du public pour consultation et vérification en cas de besoin. Voir archives en annexe.

³ En l'occurrence, cette synthèse, représentée pour chaque organisation avec des graphes, les montants et l'allocation des fonds permettra, en cas de besoin, à chacune de ces organisations de consolider, globalement ou d'année en année, la déclaration avec ses propres livres comptables.

agréé et la consolidation avec les comptes bancaires ! Donc normalement la déclaration devrait correspondre à la roupie près aux mouvements de comptes.

- 6) La plupart des fonds collectés au nom d'activités caritatives pendant les programmes en Occident se trouvent en fait alloués à des activités rémunératrices. En effet, avec ses écoles et ses hôpitaux payants, l'organisation génère beaucoup d'argent en Inde. Je traiterai de ce sujet dans le chapitre suivant.
- 7) En 13 ans, 53 % des fonds étrangers ont été collectés pour des projets hospitaliers alors que seuls 13 % de ces fonds ont été utilisés à cet effet. Même ainsi, il s'agit (selon les termes des déclarations) de "*construction / frais d'exploitation d'hôpitaux / dispensaires / cliniques*" payantes pour les patients. Nous verrons plus tard que l'hôpital (AIMS), soi-disant consacré à fournir des soins de pointe aux pauvres ne se consacre à eux que dans un pourcentage ridiculement faible et qui plus est, grâce aux subventions de l'Etat, plus spécifiquement du PMNRF⁴, Prime Minister National Relief Fund (fond de secours national du premier ministre).
- 8) De même, nous le verrons également plus tard, les écoles spécialisées et les collèges, auxquels sont alloués 5% des dons sont des institutions payantes également, et même réputées pour être chères par rapport à la concurrence. Dans l'Inde actuelle, l'enseignement et la santé sont effectivement des activités florissantes du secteur privé.
- 9) Sur les 13 dernières années, 130 millions de dollars (en moyenne 10 millions par an) ont été déclarés comme collectés à l'étranger alors que seuls 7,6 millions de dollars (en moyenne 583 800 \$ par an) ont été effectivement dépensés en activités caritatives et autres activités de secours d'urgence, ce qui fait un pourcentage moyen de 4 % des fonds reçus. Toutefois les moyennes émoissent et affadissent la réalité. Zoomons un peu sur quelques détails :
 - a. de 2009 à 2017, en huit ans, 0% des 67.2 millions de \$ de fonds étrangers déclarés récoltés ont été dépensés en caritatif...
 - b. à part en 2013 quand 140 000 \$, soit 1.18% des fonds récoltés cette année-là, ont été collectés à cette fin, alors que seulement 61 400 \$, soit 0,69 % ont été déclarés comme dépensée en aide d'urgence.
- 10) En général nous avons pu observer que, dans le cas d'activités de secours d'urgence, l'organisation ne dépense quasiment rien de sa propre poche. Elle collecte les fonds à l'étranger et les transfère au terrain, parfois y ajoutant 1 % — pourcentage qu'elle a pu prélever des autres montants reçus puisqu'il n'y a souvent pas de correspondance entre l'allocation des fonds à la source et sur le terrain⁵. Par contre elle n'omet pas de s'attribuer le mérite de l'action humanitaire et en fait d'ailleurs une base de campagne publicitaire supplémentaire pour attirer encore plus de millions pour son business de santé ou d'éducation ou pour augmenter son capital.
- 11) Ayant été directement impliqué dans le cœur de l'organisation, comme dit précédemment, je sais combien il a toujours été important pour elle de "vendre" ses activités caritatives pour récolter des fonds, mais je ne l'imaginais jamais à ce point-là. Derrière la façade de propagande, la réalité de la générosité de cette organisation est ce "1%", alors qu'elle pompe auprès des contribuables étrangers une moyenne de 10 millions de \$ par an. Ceci dit à nouveau, ces 1 % peuvent très bien avoir été prélevés des montants attribués à d'autres buts.

⁴ <https://pmnrf.gov.in/en/>

⁵ En effet, des fonds reçus pour un but X peuvent être dépensés pour un but Y, sans relation entre les deux. Et je ne parle pas ici par exemple, d'allouer des fonds collectés pour des victimes d'inondations et de les consacrer à des victimes de sécheresse. Non, comme nous le verrons, il s'agit souvent de fonds collectés pour des buts "humanitaires" et utilisés pour des buts "entrepreneux ou d'épargne".

Dans ce cas très probablement réaliste, la générosité de cette organisation à partir de ses fonds étrangers serait plutôt de "0 %".

12) Voyons quel est le pourcentage annuel des fonds "utilisés" :

- a. Lors de ces treize années analysées, seuls 55 % de la totalité des fonds étrangers récoltés ont été utilisés en moyenne ;
- b. en 2007, seuls 31% des 14.9 millions de \$ récoltés ont été utilisés,
- c. en 2008, c'était 13% des 24 millions de \$ récoltés,
- d. en 2009 c'était... (en faisant abstraction des 3.5 millions d'intérêts bancaires) 0,66% des 7.9 millions de \$ récoltés, soit seulement 75 434 \$ utilisés selon les buts et objectifs de l'ONG. Qu'a-t-il été fait des 99,34% des fonds restants ?

Nous n'avons pas la preuve de leur utilisation mais nous pensons qu'ils ont été investis. En effet, l'organisation se targue de revenus sur intérêts bancaires pouvant atteindre les 3.7 millions de dollars par an. Je vous laisse imaginer le capital nécessaire pour obtenir un tel montant d'intérêts. J'ai constitué une table avec mes estimations relatives que vous trouverez en annexe. Pour générer ces intérêts en Occident, il faudrait au bas mot 300 millions de dollars, alors qu'en Inde où les taux sont de 5 à 7 % sur un compte de dépôt fixe, environ 75 millions suffiraient.

13) 8 % des fonds ont été collectés pour construire un ou des internats pour des étudiants défavorisés mais seulement 3 % de ces fonds leur ont été consacrés ;

14) 5 % des fonds ont été collectés pour la construction et l'entretien d'établissements scolaires ; l'organisation y a ajouté 7 %, en prenant le complément probablement de fonds attribués à d'autres buts ;

15) L'attribution des fonds semble d'ailleurs arbitraire, même s'il peut s'agir partiellement des contraintes et restrictions posées par les formulaires de déclaration. Par exemple, les fidèles et les institutions de bienfaisance étrangers savent-ils qu'ils ne donnent pas pour du "caritatif", autrement dit de la bienfaisance, mais pour de la "construction et l'extension de bâtiments administratifs et de bureaux" par exemple, comme en 2006, 2009 et 2010 pour un montant de 13,2 millions de dollars ? Ou pour la création d'un "fonds de dotation"⁶, comme en 2009 et 2010 pour un montant de 12,2 millions de dollars ? Ces deux buts ne se trouvent d'ailleurs pas reportés dans les résumés mis en exergue en première page des formulaires. Il faut fouiller le détail des vingt pages de chaque déclaration pour les trouver. Ce qui démontre qu'il n'y a pas obligatoirement de correspondance entre le détail et le résumé des déclarations.

Voici d'ailleurs quelques exemples de l'attribution des fonds qui ressort des déclarations :

- a. "*Direct Relief International*" (*relief* = secours), ONG américaine, a donné plusieurs fois de gros montants (jusqu'à 610 000 \$ en tout) qui n'ont pas été attribués aux activités de secours mais à "autres dépenses", entre 2009 et 2011.

⁶ Selon le centre français des fondations <https://www.centre-francais-fondations.org>, un fonds de dotation est créé :

- avec pour vocation essentielle de capitaliser des ressources dont les revenus seront utilisés;
- dans le but de mener et financer des activités d'intérêt général, et/ou de redistribuer des fonds au profit d'un organisme sans but lucratif accomplissant des œuvres et missions d'intérêt général;
- par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de droit privé (entreprise, particulier, association, fondation etc.) ou de droit public (Etat, établissement public, etc.);
- pour une durée déterminée ou indéterminée.

(Note de l'auteur : Tout dépend bien entendu de comment ce fonds est utilisé. Vu la transparence des déclarations et la nature de la gestion des fonds par ailleurs, il convient d'être circonspect.)

- b. Amma Europe en Belgique a-t-elle donné 1.8 million de \$ spécifiquement pour alimenter un fonds de dotation en 2010 ?
 - c. En 2011, jusqu'à 12.8 millions de \$ ont été attribués à "autres dépenses". Même chose pour 96% des dons individuels mondiaux pour un total de 1.9 million de \$.
 - d. Le monastère bénédictin autrichien qui a donné 424 000 \$ en 2011 est-il au courant que son don a été destiné à "autres dépenses" ?
 - e. En 2012, la majeure partie des fonds, totalisant 4,2 millions de \$ a aussi été attribuée à "autres dépenses", comme 58% des dons individuels mondiaux.
 - f. La liste est beaucoup trop longue pour l'inclure ici. Je vous en laisse parcourir le détail dans notre archive (voir annexes).
- 16) Par ailleurs, quasiment chaque année, il y a de vastes écarts entre le détail des dons institutionnels et individuels reçus et le résumé reporté en haut de la déclaration. Parfois les montants sont négatifs, parfois positifs. Le total des écarts cumulés est d'un montant de 4,6 millions de dollars.
- 17) Les reports de soldes sont tous erronés avec des variations parfois astronomiques totalisant 195 millions de dollars. Il s'agit d'anomalies comptables grossières. Reporter le solde de l'année précédente quand on fait une déclaration est pourtant une opération très simple. Une seule fois, sur les treize années étudiées, nous avons trouvé un report de solde à peu près juste correspondant à 33 \$ près à l'année précédente. Ceci nous permet de penser que les erreurs de report pourraient ne pas résulter d'une simple négligence.
- 18) À part cela, à partir de 2014 nous avons noté que l'organisation est incapable de faire de simples additions et soustractions, ce qui a résulté en des erreurs de solde de fin d'année cumulés de 70,3 millions de dollars supplémentaires.
- 19) Parfois 200 % des fonds reçus ont été utilisés en cours d'année, et ceci, tout en faisant apparaître un solde de fin d'année positif. Les disparités sont grossières et l'ampleur des anomalies est phénoménale.
- 20) Par ailleurs, officiellement rien n'apparaît sur le produit des ventes d'articles dérivés lors des programmes à l'étranger. Du temps de son service, Gail tenait des notes pour chaque année, pour chaque programme, du total des montants reçus en dons lors de la cérémonie précédent la Devi bhāva ainsi que le montant des ventes. Par exemple en 1999, il y a plus de vingt ans, elle notait que lors des quatorze jours de séjour au centre californien de San Ramon, si 32 000 \$ avaient été collectés en dons, le produit de la vente représentait plus de sept fois plus, soit 230 000 \$. La vente est proportionnellement plus élevée aux États-Unis qu'en Europe par rapport aux dons, mais cela représente certainement quelques dizaines de millions. Je présume que c'est Amma Europe en Belgique qui récolte le produit de la vente du magasin ambulante et aux USA, le MA Center. Il est intéressant de noter que nous trouvons ces montants attribués en bout de chaîne, dans la déclaration des fonds étrangers, en fonction de diverses rubriques comme s'il s'agissait de donations. En d'autres mots, ces structures exerceraient une activité commerciale non lucrative puisqu'elles transmettraient intégralement les fonds de la vente à la maison-mère sous forme de donations. Depuis l'Inde, aux yeux des autorités, cet argent ne provient pas d'activités commerciales mais de dons désintéressés.
- 21) Enfin, on ne sait rien des rentrées d'argent nationales (indiennes). Il y a vingt-cinq ans, A. m'informait déjà que les revenus nationaux étaient devenus nettement supérieurs aux rentrées d'argent internationales. Ces déclarations de revenus étrangers représentent donc probablement la pointe de l'iceberg. Mais en tant que tel, ceci nous permet d'avoir une notion assez précise des pratiques de l'organisation et de sa gestion.

22) A partir de 2014, le formulaire de déclaration a changé ce qui rend impossible la comparaison avec les autres années. J'ai donc récapitulé les pourcentages des huit années (sur treize) entre 2006 et 2014 dans des camemberts ci-dessous qui réunissent les fonds institutionnels et individuels — pour la période complète jusqu'à mars 2019, la totalité des revenus est de 130 millions \$.

Afin de permettre une meilleure lisibilité j'ai abrégé les **objectifs** figurants sur les déclarations en leur attribuant un code à trois lettres, comme suit :

ABREVIATION DES OBJETS TELS QU'EXPRIMÉS DANS LES FORMULAIRES DE DECLARATION

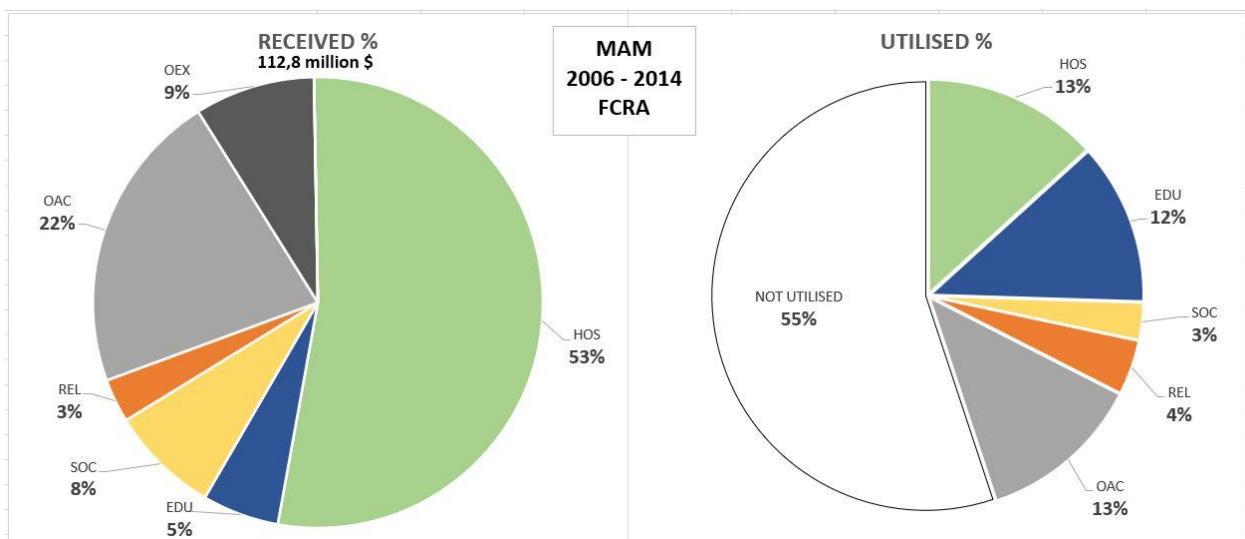
- HOS** Construction / Frais d'exploitation / Entretien d'hôpital /dispensaire/ clinique (*Hospital*)
- EDU** Construction / Frais d'exploitation / entretien d'école / collège & Educatif (*Educational*)
- SOC** Social
- REL** Secours d'urgence / Réhabilitation de victimes de calamités naturelles (*Relief*)
- COR** Etablissement d'un fonds de dotation (*Corpus fund*)
- OFF** Construction / Extension / Entretien de bâtiments de bureaux, d'administratif ou autres (*Office*)
- OEX** Autres dépenses (*Other expenses*)
- OAC** Autres activités que celles mentionnées ci-dessus (*Other activities*)

Outre les abréviations, voici comment interpréter les couleurs de ces graphiques :

1. En vert et en bleu : les activités hospitalières HOS et éducatives EDU sont des activités entrepreneuriales rémunératrices. En clair, c'est du "business"
2. En gris : les activités qui ne rentrent pas dans le cadre de l'aide sociale et humanitaire aux démunis, soit COR, OFF, OEX et OAC. En clair, c'est "l'inconnu"
3. En jaune et orange : les activités sociales SOC et de secours REL. En clair, c'est le "social".

Ainsi on se rend compte en un coup d'œil de comment les fonds sont alloués. Ces codes de couleurs seront constants sur tous les graphiques.

On trouvera à gauche, les fonds reçus et comment ils ont été alloués, et à droite, comment ces fonds ont été utilisés, "le cas échéant".



Nous regardons ici les chiffres, pas la publicité ou la propagande alors que les sites de l'organisation sont très élogieux comme les plaquettes de publicité montrées pendant les programmes en Occident.

b. Obligations des ONG et réalité de l'organisation

L'organisation a beau avoir acquis un statut consultatif auprès de l'ONU, elle ne semble pourtant pas en avoir acquis les principes internationaux fondamentaux comme *la bonne gouvernance, la transparence, la responsabilité, l'audit et les évaluations indépendantes, le respect de l'éthique et des procédures*. Malheureusement, dans les milieux internationaux, le terme "responsabilité" est plus réducteur que l'original anglais "*accountability*", concept impliquant en fait d'être redevable de comptes et de résultats. Ainsi, la participation au travail mondial au niveau des Nations Unies est davantage due à l'influence et au réseau de cette organisation arriviste n'ayant rien de la culture requise, de la noblesse et d'un mode de fonctionnement digne et éprouvé.

La réalité plutôt sobre, moins reluisante, voire plutôt cynique, est la suivante : d'un côté 130 millions \$ sont déclarés récoltés depuis l'étranger au titre de caritatif, de bienfaisance et de l'autre, seuls 4 % de ce montant sont utilisés sur le terrain à des fins caritatives ; 41 % du reste sont utilisés dans la construction d'un empire entrepreneurial et 55 % sont placés en banque pour générer des millions d'intérêts. En d'autres mots, quand vous donnez 100 \$, 4 \$ iront sur le terrain, 41 \$ seront consacrés aux affaires et 55 \$ à l'épargne. Appelez cela de la fraude, de la tromperie, de l'abus de confiance, d'utilisation abusive de donations, de détournement, de récolte de donations sous de faux prétextes, appelez-le ce que vous voulez mais c'est tellement gros que cela défie l'entendement !

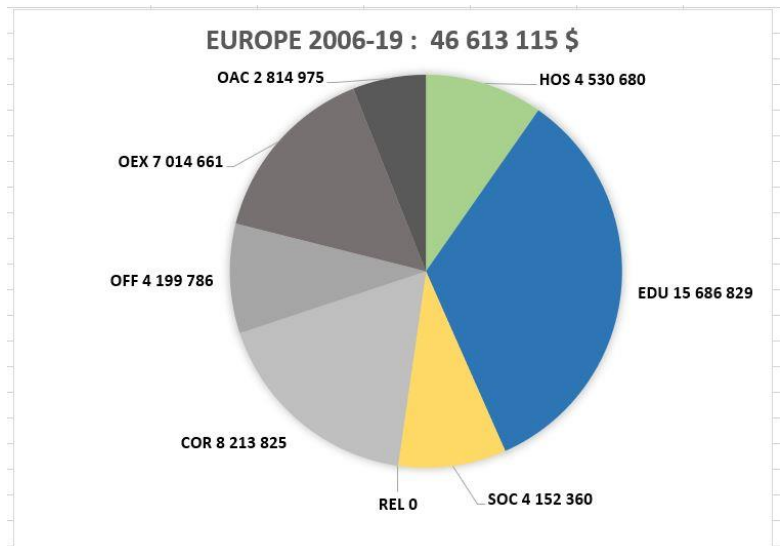
"Pensons à tous ces fidèles qui se sentent "aimés"..." me disait Gail récemment, "si cet "amour" était sincère, ne le leur renverrait-elle pas en respectant et honorant leurs dons en les utilisant vraiment pour de la bienfaisance, sans trahir leur confiance ?"

Sans compter que si elle a pu construire son empire entrepreneurial permettant à son organisation de vivre confortablement aujourd'hui de ses revenus nationaux, c'est grâce à l'argent des occidentaux, grâce à ces fonds qu'elle a accueillis dans l'amour et la confiance et qu'elle a utilisé, osons le dire, dans la déloyauté et la malhonnêteté.

Donc, cessons de répéter bêtement des rationalisations et justifications sans fondement et regardons simplement les chiffres en face : **l'institution trompe son monde à 96% !** Mais comme on le sait en ce monde, plus les entourloupes sont grosses, plus elles marchent. Ici la tromperie est d'ailleurs autrement plus perverse car elle instrumentalise l'émotionnel, l'amour, le cœur, le spirituel et tout ce qui est noble, ce vers quoi les gens aspirent toute leur vie, pour tromper les mêmes personnes qu'elle prétend servir, en affectant les deux extrémités de la chaîne : d'un côté, les fidèles en demande d'amour, d'acceptation, d'illumination et de l'autre, les démunis, ceux qui sont dans la misère et au nom de qui elle va chercher l'argent dans la poche des gens qui travaillent.

Les sites de l'organisation sont publicitaires et promotionnels, il n'est nulle part question de comptes. Petite anecdote : il y a de nombreuses années, lors d'une visite d'A. à Paris, je lui avais moi-même apporté le rapport annuel des Restos du Cœur que j'avais trouvé dans ma boîte aux lettres en passant. Il s'agissait d'une feuille A3 pliée en 2 avec 4 pages de rapport, de comptabilité, de graphismes avec montants et pourcentages. Ce type de rapport est une pratique courante et j'avançais que cette forme de transparence permettrait même, en augmentant la crédibilité de l'institution, de récolter plus de fonds. J'en fis la présentation à A. en l'expliquant brièvement. Sans faire de commentaire, elle le remit à Swami Amritaswarupananda (Balu), directeur de l'institution, présent à ce moment-là. Ce dernier le prit avec dédain et le posa quelque part en partant, sans se fendre d'une seule parole. Fin du discours.

Le milieu des organisations internationales, humanitaires, des ONG et de l'ONU est un milieu que je connais bien pour y avoir travaillé pendant vingt ans à Genève, entre autres, au sein de MSF Suisse, comme au sein du CICR à Genève. A titre de comparaison, MSF Suisse se targuait de consacrer, il y a quelques années, 78 % de sa récolte de fonds aux populations bénéficiaires des projets, compte tenu qu'une telle organisation a des frais de fonctionnement bien plus importants



que l'institution d'A., ne serait-ce qu'en salaires. Même le CICR, ayant un fonctionnement gouvernemental différent et un statut quasi diplomatique, consacrait 56 % de son budget de 2 milliards \$ aux projets sur le terrain (et se fit d'ailleurs rappeler à l'ordre par la Confédération Suisse, avançant que ce pourcentage était trop faible). MSF et le CICR, vu leur taille, sont ici des exceptions. Chez MSF Suisse, il y avait 200 employés à Genève et 2000 dans le monde. Au CICR, il y en avait dix fois plus, au siège et dans le monde. Ça fait beaucoup de salaires. En règle générale, au sein de petites ONG, la norme est de 80% minimum à consacrer au terrain. Selon certains bailleurs de fonds institutionnels, cette exigence peut aller jusqu'à 88%. Une ONG qui consacrerait moins de 80 % de ses fonds aux projets se trouverait publiquement décriée et ne serait plus financée ! Sans compter que si une ONG recevait des fonds pour un but et les utilisait pour un autre, les donateurs institutionnels exigeraient le remboursement des fonds octroyés et placeraient cette organisation sur liste noire. Par ailleurs, le cas échéant, elle perdrait son statut d'utilité publique et d'exemption d'impôts ! Il faut admettre ici que l'institution d'A., est capable d'un tour de force unique au monde et plus encore, qu'elle ne semble pas inquiétée pour autant, ni par ses donateurs ni par l'Etat.

c. Dons des organisations affiliées

Dans mon rapport d'analyse des fonds étrangers déclarés, on trouvera, comme déjà évoqué le détail de ce que chacune des organisations affiliées (les autres Centres et autres personnes morales A.) à l'institution mère en Inde a donné et avec quel objectif. Voici quelques exemples de ce que l'on pourra trouver parmi les 20 organisations du continent européen. On notera à partir des données, que sur les 46 613 115 \$ récoltés en Europe, rien ne semble avoir été collecté au nom de secours d'urgence (REL). Voyons quelques exemples de la totalité de fonds envoyés pour la période entre 2006 et 2019 avec leur attribution :

A ces chiffres, on peut voir ce que les organisations affiliées ont envoyé / comment les fonds envoyés ont été alloués par l'organisation mère, comme par exemple que :

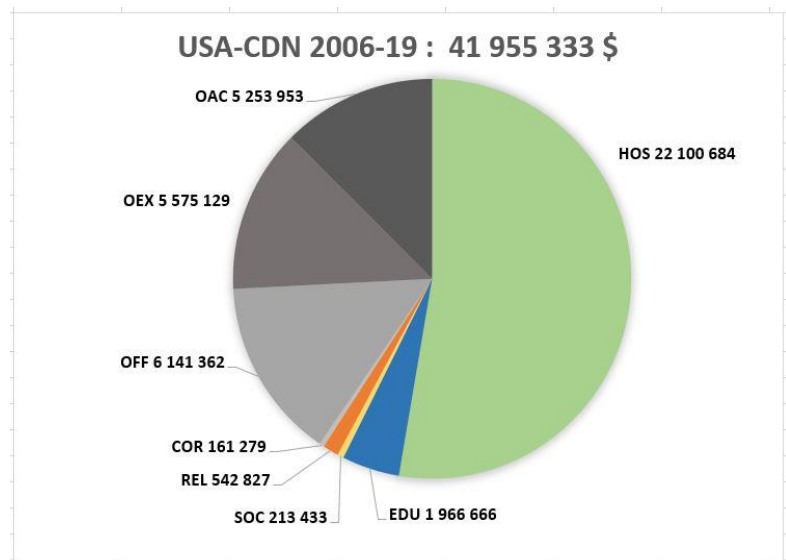
- a. le centre français a donné 1,2 millions \$ pour la construction de bureaux (23% de son total sur 13 ans) et 704 000 (13%) au titre d'"autres activités" ;
- b. Amma Europe a donné 3,3 millions \$ pour un "fonds de dotation" (20%), 1,7 millions pour la "construction de bureaux" (10%), 2.6 millions pour d'"autres dépenses" (16%) et 209 000 (1,3%) pour d'"autres activités"

- c. et ainsi de suite ; les organisations affiliées souhaitant consolider le détail en annexe avec leurs livres comptables pourront le faire avec les fichiers à disposition en ligne (voir annexes) ⁷.

Voici les totaux des montants reçus en Europe de la part des organisations affiliées et leur répartition selon les déclarations :

Centre Amma — France, 5 214 109 \$ dont,															
HOS :	0	EDU :	3 297 565	SOC :	0	REL :	0	COR :	0	OFF :	1 212 371	OEX :	0	OAC :	704 173
Amrita EV — Allemagne, 5 906 590 \$															
HOS :	994 078	EDU :	2 195 363	SOC :	259 782	REL :	0	COR :	713 747	OFF :	146 312	OEX :	940 209	OAC :	657 099
Amma Europe — Belgique, 16 338 909 \$ dont,															
HOS :	1 151 089	EDU :	4 852 723	SOC :	2 392 081	REL :	0	COR :	3 351 155	OFF :	1 720 042	OEX :	2 662 299	OAC :	209 522
Amma Italia, 1 256 938 \$ dont,															
HOS :	113 610	EDU :	728 785	SOC :	0	REL :	0	COR :	191 548	OFF :	0	OEX :	222 996	OAC :	0
Fundación Filokalia Amigos de Amma — Espagne, 2 860 455 \$ dont															
HOS :	200 908	EDU :	573 016	SOC :	357 964	REL :	0	COR :	266 749	OFF :	243 466	OEX :	824 605	OAC :	384 747
Amrita Vereinigung — Suisse, 4 893 373 \$ dont															
HOS :	805 509	EDU :	981 047	SOC :	0	REL :	0	COR :	1 112 569	OFF :	508 178	OEX :	959 735	OAC :	526 336

Même chose pour les USA
et le Canada :

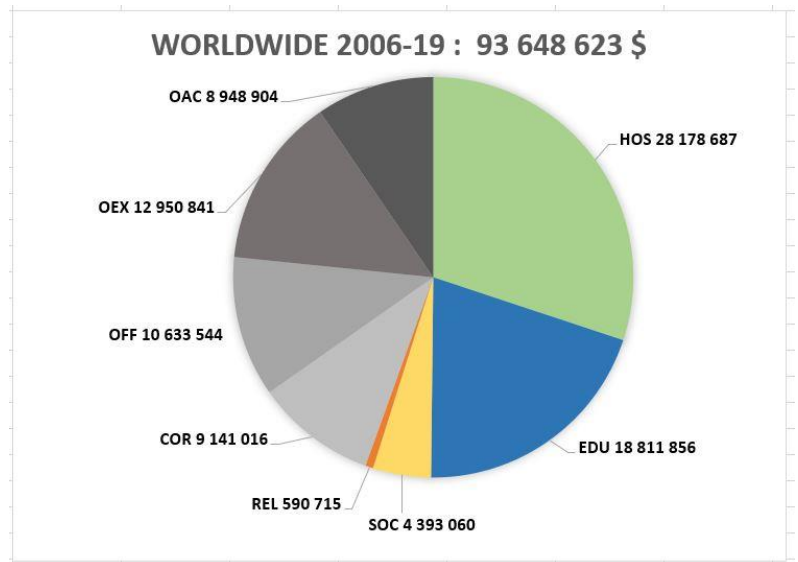


⁷ De plus, l'équipe d'Embezzling the world constate des écarts entre les déclarations du MA Center californien et les déclarations FCRA de l'organisation en Inde. Le Centre américain déclare des millions de dollars comme dons, lorsque le formulaire MA Math FCRA mentionne 0 dollar reçu. Elle invite tous les centres du monde à faire la même consolidation. <https://embezzlingtheworld.blogspot.com/2015/01/financial-discrepancies-between-indian.html>

Même chose pour le monde entier :

Dans chacun des camemberts, les zones grises sont de dimensions semblables. Ce ne sera pas le cas par rapport aux donations individuelles, comme on le verra ci-après.

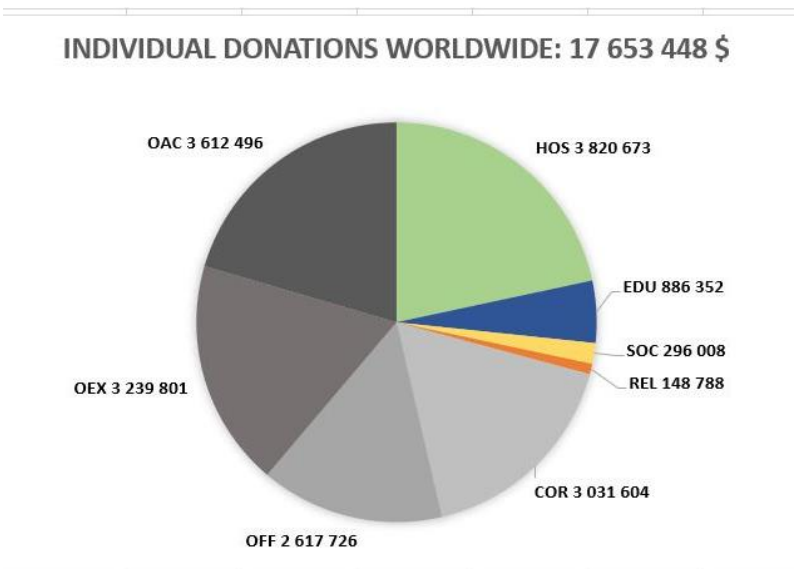
A part ces 93.6 millions de \$ de la part d'organisation affiliées à la maison mère, 76 millions de \$ ont été donnés de la part d'autres organisations et entreprises, externes ou non affiliées.



d. Dons des particuliers

Voici maintenant comment les dons des particuliers récoltés dans le monde, et déclarés (car versés sur les comptes bancaires), ont été alloués. Il s'agit de 17.6 millions \$ sur la même période (sauf 2007 et 2008 quand les dons individuels ont été omis des déclarations – là, on se dira aussi, que voient les autorités ?). Il s'agit donc de 11 ans sur les 13 de 2006 à 2019.

Vous trouverez la même chose ci-dessous, représenté en pourcentages. Les buts sont listés à gauche ; on trouvera les régions du monde, Europe, États-Unis et Canada, Asie, Moyen-Orient et le monde totalisant les autres entêtes de colonnes.



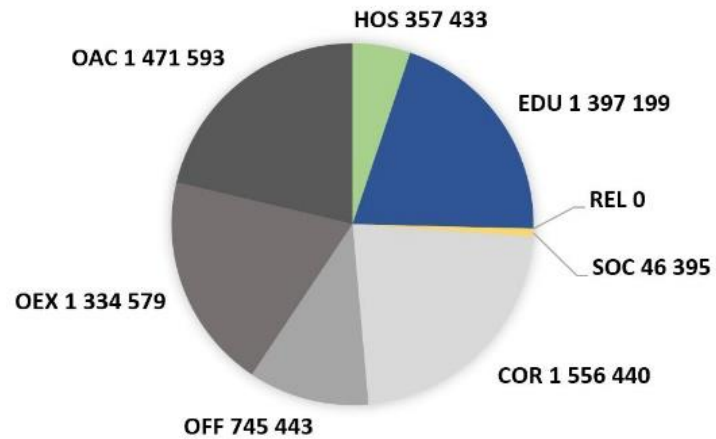
Les codes de couleur sont les mêmes. Les trois lignes du bas résument le tableau. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : seuls 2,22 % des dons individuels ont été alloués à du social et de l'humanitaire. En d'autres mots, dans la période qui nous concerne ici entre 2006 et 2019, sur votre don personnel et individuel de 100 \$ pour les œuvres d'A., seuls 2.22 \$ y ont été consacrés. Car le restant, soit 31 \$ ont été consacrés à renforcer l'activité entrepreneuriale de l'organisation et 66 \$ ont soit été

INDIVIDUAL DONATIONS PER REGION AND PURPOSE 2006-2019					
	EU	USA-CDN	ASIA	MEA	WORLD
HOS	21,64%	13,86%	36,52%	34,43%	26,61%
EDU	6,97%	3,94%	1,44%	6,25%	4,65%
SOC	1,41%	2,60%	0,72%	0,21%	1,23%
REL	0,94%	0,51%	2,05%	0,45%	0,99%
COR	20,13%	18,14%	10,41%	10,92%	14,90%
OFF	8,08%	24,32%	4,25%	13,70%	12,59%
OEX	13,10%	14,83%	37,81%	28,25%	23,50%
OAC	27,73%	21,80%	6,80%	5,79%	15,53%
	100%	100%	100%	100%	100%
IN OTHER WORDS:					
	EU	USA-CDN	ASIA	MEA	WORLD
SOCIAL (REL+SOC)	2,35%	3,11%	2,78%	0,66%	2,22%
BUSINESS (EDU+HOS)	28,60%	17,80%	37,96%	40,68%	31,26%
UNKNOWN (THE REST)	69,04%	79,09%	59,27%	58,66%	66,51%

dépensés pour le compte d'autres dépenses, soit ont été consacrés à d'autres activités inconnues ou simplement investis.

D'ailleurs, parlant de dons individuels, voici un aperçu des dons supérieurs à 10 000 \$ et leur attribution : sur la période de 13 ans, 286 personnes ont donné 6,9 millions de \$, certains jusqu'à 150, 250, voire 400k. Le graphique représente comment ces dons ont été alloués : 5% en social (dont 0% en secours), 25% pour le business et 73% pour des buts comme autres dépenses, autres activités, construction de bureaux et fonds de dotation. C'est le pire des graphiques de tout le lot : beaucoup de gris...

INDIVIDUAL DONATIONS ABOVE 10K \$



Vous avez peut-être toujours des réserves en supposant que les établissements de santé et d'éducation font partie de l'activité de bienfaisance. Même en supposant que ce soit le cas, regardez sur les graphiques l'opposition entre les parties en couleur et les parties en gris. Cela améliorerait l'image mais le gros du problème visible à l'œil nu demeurerait sensiblement le même, soit l'appropriation massive des dons à d'autres objectifs que les objectifs sociaux et humanitaires affichés.

e. Conclusion

En conclusion, pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus qu'il y a lieu de s'interroger sérieusement

- 1) si l'organisation est réellement une institution à but non lucratif,**
- 2) si la collecte de fonds à l'étranger pendant les programmes en faisant de la réclame pour ses activités caritatives, auprès de contribuables qui travaillent, sans attribuer les fonds reçus aux bénéficiaires nécessaires en bout de chaîne, ne pourrait pas être interprété comme de la publicité mensongère et**
- 3) si ce qui pourrait être interprété comme une fraude massive et de grande envergure n'est pas, non seulement exercée au détriment des donateurs, mais aussi de l'État indien et de ses citoyens et, avant tout, au détriment des populations dans le besoin.**

■